

SG/II/GC

**VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES  
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt-deux le neuf mars, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

**Etaient présents :**

M. PUJOL, Mme BENET, M COMBES, Mme PAILHIEZ, M. VIVES, M. LARRIGOLE, M.LAVAUD, Mme. DANRE, Mme. FERRET, M.GARCIA, Mme. SANTINI, Mme JULIAN, Mme BARRAU-FERRET, M. JULIAN, Mme. FITO, M.FUMET, M. NOLOT, M. PENAVAIRE, M. DENARD, Mme FABRESSE-ROCA, Absence de Mme Chrystel DA CONCEICAO.

**Ont donné mandat :**

M. Laurent ROUGE à M. Jean-Paul PUJOL, M. Michel MASUYER à M. William COMBES, M. Dominique JOLIS à Mme. Dominique JOLIS – PAILHIEZ, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Christine BENET, Mme. Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Françoise BAROUSSE à M. Thierry DENARD, Mme Sophie BIRKENER à M. Bernard FUMET, Mme COURRIERE-CALMON à Mme Catherine FABRESSE-ROCA, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA,

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 21

Nombre de procurations : 11

Nombre de votants : 32

Date de la convocation : 2 mars 2022

Date de l'affichage par extrait : 15 mars 2022

Secrétaire de séance : M. Guy VIVES

**OBJET :**

**Adoption du compte rendu du conseil municipal du 11 janvier 2022.**

Conformément aux articles L2121-29 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est nécessaire de faire approuver le procès-verbal du 11/01/2022.

Vu les articles L2121-29 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est nécessaire de faire approuver le compte rendu du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 11 janvier 2022.

Monsieur PENAVAIRE fait observer qu'une erreur figure dans le PV à la page n° 9.

Les propos ont été tenus par Mme BAROUSSE et pas par M.PUJOL.

M. le Maire prend note de l'observation.

**Le Conseil Municipal,**

**Approuve à la majorité par 22 voix pour, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible »,  
1 voix pour de F. Casteleyn, 3 voix pour du groupe « Lézignanais de cœur », 6 abstentions du groupe  
« Expérience et Progrès »**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20220309-2022-018-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/03/2022

Affichage : 16/03/2022

Pour le Maire empêché, Le  
Premier-Adjoint, Jean-Paul PUJOL



AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS

Le Maire,  
Gérard FORCADA





## CONSEIL MUNICIPAL DU 11 JANVIER 2022

-----

L'an deux mille vingt-deux, le onze janvier à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au Palais des Fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

### Étaient présents :

M. PUJOL, M. COMBES, Mme PAILHIEZ, M. VIVES, Mme LECEA, M. MASUYER, M. JOLIS, Mme DANRE, M. JULIAN, Mme JULIAN, M. LARRIGOLE, Mme JAFFUS, M. ROUGE, Mme FERRET, M. GARCIA, Mme SANTINI, Mme BARRAU-FERRET, M. FUMET, Mme FUMET, M. DENARD, Mme BAROUSSE, Mme COURRIERE-CALMON, M. CASTELEYN

### Ont donné mandat :

Mme BENET à M. PUJOL  
M. CAUMEIL à M. COMBES  
M. PENAVALAIRE à Mme COURRIERE-CALMON  
Mme FABRESSE ROCA à M. DENARD  
M. NOLOT à Mme BAROUSSE  
M. LAVAUD à Mme JAFFUS  
M. FITO à Mme LECEA  
Mme DA CONCEICAO à Mme BAROUSSE  
Mme BIRKENER à M. FUMET

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 24

Nombre de procurations : 9

Date de la convocation : 5 janvier 2022

Date de l'affichage par extrait : 13 janvier 2022

Secrétaire de séance : M. Michel MASUYER

**Monsieur Le Maire ouvre la séance à 18 heures.**

**M. FORCADA :** Bonjour tout le monde. Nous allons pouvoir commencer notre séance.

Les dispositifs dérogatoires applicables aux réunions des assemblées délibérantes des collectivités sont toujours en vigueur, notamment concernant les lieux de la réunion. C'est pour cela que nous maintenons les réunions du Conseil ici pour l'instant, pour respecter au mieux les gestes barrières. Le quorum au tiers, les pouvoirs : deux par personne. Le quorum est atteint.

Je propose au Conseil municipal, comme secrétaire de séance, Monsieur Michel MASUYER, Il est dix-huit heures, je déclare la séance du Conseil municipal ouverte.

Madame, Monsieur et chers collègues, je vous présente mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année 2022. Comme tous, j'espère que le Covid-19 sera rapidement derrière nous, ou du moins que les avancées de la science permettront de maîtriser ses effets.

En préambule, je souhaite la bienvenue à Monsieur Ivan Ifcic, notre nouveau Directeur général des services, et qui a pris ses fonctions au début du mois. Comme bonne nouvelle, je me permets aussi d'ajouter que pour tous ceux qui avaient des doutes, nous avons reçu aujourd'hui, de la société Urbasolar, sur notre compte, crédité de 600 000 euros. Je pense que ce sera un bonheur pour tout le monde, pour notre collectivité, puisque nous avons encaissé les fonds ce jour. C'est la première étape. Les autres suivront, comme prévu dans notre convention.

### **Approbation du conseil municipal du 21 octobre 2021**

**M. FORCADA :** Je vous remercie et nous allons procéder à l'ordre du jour en prenant le premier dossier qui est l'approbation du Conseil municipal du 21 octobre, qui n'a pas fait l'objet d'autres remarques. Si vous n'en avez pas d'autres aujourd'hui... Monsieur Denard, je vous écoute. Un micro, s'il vous plaît.

**M. DENARD :** Bonjour à tous. En ce qui concerne l'approbation du compte rendu du Conseil municipal du 21 octobre 2021, à la page 3 où il est question du droit de préemption urbain, vous avez signé cet acte puisque vous aviez reconnu que vous ne pouviez pas le faire, le terrain étant hors du champ de droit de préemption urbain ? Nous avons constaté que la somme correspondante était toujours portée en comptabilité. Avez-vous ou pas signé cet acte ? Et si oui, que comptez-vous faire pour rétablir la légalité de cet acte ? Il faudra forcément que le Conseil municipal soit saisi si le Conseil compte acheter ce terrain. Il s'agissait d'un terrain qui appartenait aux consorts Montaigne, dont l'acquéreur potentiel était la SCI JSC Capdeville. Je rappelle qu'il y avait une erreur sur le numéro de parcelle, que celle-ci se situait en zone inondable et surtout en zone naturelle où le droit de préemption urbain est inapplicable.

**M. FORCADA :** Je vous avais dit effectivement que l'erreur venait du notaire qui nous avait adressé la demande de préemption, la DIA, effectivement, on avait préempté à tort, ce que je vous ai dit également. C'est une régularisation, mais là, c'était le Conseil municipal du 21 qui a été effectivement validé en l'état. Cela fait par la suite l'objet d'une régularisation et d'une correspondance au notaire signifiant que nous ne donnions pas suite à notre droit de préemption.

**M. DENARD :** Très bien, Monsieur le Maire, mais l'opération est toujours portée dans le tableau annexe des mesures conservatoires 2022 que nous avons à l'ordre du jour aujourd'hui, page 2, dixième ligne, engagement numéro AD 210-1280 en date du 26 juillet 2021 pour 2 500 euros TTC.

**M. FORCADA :** C'est une régulation qui devra être effective dans les prochains jours, puisqu'on passe ce Conseil municipal au vote pour l'approbation, et la régulation de l'écriture

doit se faire dans la foulée, sous réserve de l'approbation. Ce que je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Le Conseil Municipal,**  
**Approuve à la majorité par et 22 voix pour, du groupe « Un autre**  
**Lézignan, oui c'est possible », 1 voix pour de F. Casteleyn, 3 voix pour du**  
**groupe « Lézignanais de cœur », 7 voix contre du groupe « Expérience et**  
**Progrès »**

Je vous remercie. Adopté.

### **Approbation du conseil municipal du 13 décembre 2021**

**M. FORCADA :** De la même façon pour le Conseil municipal du 13 décembre dernier, s'il y a des remarques. Monsieur Denard.

**M. DENARD :** Oui. Pour celui du 13 décembre 2021, le dernier Conseil municipal, j'ai des remarques sur la forme. Quelques corrections de syntaxe et grammaticales doivent y être portées. La dernière phrase de la page 4 est incompréhensible. Il y a aussi des corrections à faire page 3, 4 et 5, le quartier « prolétaire » de la ville, je pense que vous vouliez parler du quartier « prioritaire » de la ville. Ce n'est pas un très bon signe que nous donnons au quartier du centre-ville. Il y a aussi l'immeuble « POC » qui est employé à plusieurs reprises, alors que bon, ça fait outrage au nom de celui qui avait cette maison. Il faudrait que quelqu'un relise les PV quand même.

**M. FORCADA :** Effectivement, c'est un petit peu amusant pour « POC », ce n'est pas outrageant au demeurant. C'est vrai que c'est une société qui retranscrit l'ensemble du conseil et peut-être que, sur la phonétique, il y a eu quelques petites dichotomies.

**M. DENARD :** « Prolétaire » c'est quand même un terme qui n'est pas approprié.

**M. FORCADA :** Je vous le concède.

**M. DENARD :** Il est même péjoratif pour les habitants du centre-ville. Quand on renvoie cela au dictionnaire Larousse « citoyen exerçant un métier manuel qui ne dispose pour vivre que de la rémunération généralement peu élevée que lui alloue celui à qui il vend sa force de travail. » On a même une définition de l'Antiquité romaine : « c'était un citoyen de dernière classe qui n'était considéré comme utile que par les enfants qu'il engendrait. » Il faut faire attention sur le vocabulaire employé.

**M. FORCADA :** Je vous en remercie. La retranscription se fera de toute façon, comme d'habitude par ce conseil-là.

**M. DENARD :** Merci.

**M. FORCADA :** Effectivement, après, s'il y a quelques erreurs, on sera amené à les rectifier naturellement.

Donc je vous propose de passer au vote également. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

C'est une intervention ? Pardon je croyais que c'était le vote.

**Mme BAROUSSE** : Bonsoir. Après le petit propos de Monsieur Denard sur la forme, je voudrais intervenir sur le fond, sur le compte rendu du Conseil municipal du 13 décembre. À la page 5, ce qui est retranscrit n'est pas conforme à la réalité des écrits du Directeur départemental des finances publiques. Effectivement, une convention a été présentée à la Communauté des communes, mais l'administration a proposé dans la convention un échange de la signature de la convention. L'administration fermait la perception au public et aux collectivités dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022, mais s'engageait à maintenir le personnel sur Lézignan pendant 5 ans et non pas « 25 ans » comme il est écrit. Nous demandons une correction de ce paragraphe, si cela était possible.

**M. FORCADA** : C'est 5 ans, il n'y a pas d'ambiguïté.

**Mme BAROUSSE** : Sur le même sujet, concernant la création de la Maison France Services, page 25 de ce compte rendu, je vais citer vos propos, puisqu'ils sont retranscrits : *« L'intercommunalité a été approchée également par l'État et il ne me revient pas de faire un commentaire sur l'ordre des décisions prises ou pas prises. »* En tant que vice-présidente de la Communauté, je me suis donc rapprochée des services administratifs de la Communauté pour avoir confirmation ou infirmation du fait que nous avons été approchés. En fait, après vérification, aucun courrier, ni aucun courriel, ni aucun échange téléphonique entre la Préfecture et la Sous-Préfecture ou la communauté n'a eu lieu. Je vous demande donc de bien vouloir retirer du compte rendu cette affirmation, s'il vous plaît, Monsieur le Maire.

**M. FORCADA** : Ça faisait l'objet d'un échange au niveau du Conseil intercommunal présidé par Monsieur Hernandez, bien sûr, avec la présentation de ce projet par le Directeur de la Trésorerie. Si cela a été dit, effectivement, on ne peut pas le retirer, même si c'est une erreur. Donc je suis désolé, mais ça ne changera pas de toute façon les choses.

**Mme BAROUSSE** : Est-ce que je peux continuer ?

**M. FORCADA** : S'il y a autre chose, bien sûr.

**Mme BAROUSSE** : Sur la délibération 12, sur le remboursement du budget annexe Eau potable au budget principal : comment a-t-on fait pour calculer le remboursement de 10 % de salaire d'emplois qui ne sont pas pourvus ? 35 000 euros vont peser sur l'utilisateur. Certes, nous avons voté cette réversion du budget annexe sur le budget principal, mais nous n'avons pas le tableau des effectifs. Il est difficile de calculer un pourcentage sur les postes qui ne sont pas pourvus.

**M. FORCADA** : On va noter vos questions, Madame Barousse. Je vous propose de passer au vote. Je reprends. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Approuvé à la majorité par 22 voix pour, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », 1 voix pour de F. Casteleyn, 3 voix pour du groupe « Lézignanais de cœur », 7 voix contre du groupe « Expérience et Progrès »**

Adopté. Je vous remercie.

### **1- Liste des affaires traitées dans le cadre de l'article L 2122-22, délégation du Conseil Municipal**

**M. FORCADA** : Je vais vous faire état, bien sûr, maintenant des décisions prises depuis le 15 novembre au 23 novembre.

La première, c'est la convention de mise à disposition d'un matériel à titre gratuit (15 barnums) entre la Commune de Lézignan-Corbières et la Maison des Jeunes et de la Culture de la commune de Luc-sur-Orbieu du 26 novembre 2021 au 29 novembre, à l'occasion du marché de Noël du 27 au 28 novembre.

La deuxième, c'est la convention de mise à disposition d'un local à titre gratuit entre la Commune de Lézignan-Corbières et l'Union locale CGT de Lézignan-Corbières à compter du 2 janvier 2022 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction au local situé 9, cours de la République.

Ensuite, la convention d'assistance pour la mise en recouvrement de la taxe locale sur la publicité extérieure de la commune de Lézignan-Corbières entre la SAS GO PUB Conseil et la commune de Lézignan du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022, pour un forfait annuel de 9 980 euros hors taxes.

Les trois autres, c'est le contrat d'entretien des espaces verts du cours de l'Amandier, de la rue des Iris et Capucines et des entrées de la ville par le Domaine Sainte Johannès pour le premier montant de 2 544 euros, le second pour 1 300 et le troisième pour 4 570 euros.

Maintenant je vais passer la parole à notre premier adjoint Jean-Paul Pujol pour les dossiers concernant le

### **2- Décision modificative n° 4 Budget Principal**

**M. PUJOL** : Merci. Bonsoir. La première délibération portera sur une décision modificative, la n° 4 du Budget Principal. La décision modificative n° 4 reprend les modifications budgétaires et s'équilibre à zéro. Cela va de soi. Cette décision modificative est destinée à deux ajustements comptables au sein de chacune des sections Investissement et Fonctionnement, des crédits nécessaires sur les comptes adéquats et de finaliser les écritures de fin d'exercice.

Concernant la section de fonctionnement, le compte 673 enregistre l'annulation d'un titre de recettes émis au cours de l'exercice précédent 2020, en l'espèce un titre émis à l'encontre de la société Veolia, qui a donc été annulé.

Concernant la section d'investissement, le compte 2764 enregistre la provision versée à la société Foncia pour la gestion de la résidence les Pins – il manquait 800 euros sur le budget – et considérant également que le compte 2575 enregistre des provisions à hauteur de 2 500 euros pour les dépôts et cautionnements. Vous avez également le tableau dont vous avez pu prendre connaissance.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la décision modificative n° 4 du budget principal pour l'exercice 2021 s'établissant globalement à 36 900 euros, et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Il y a des questions ?

**Mme COURRIERE-CALMON :** Vous dites dans la section d'investissement que le compte 275 correspond à des provisions pour dépôts et cautionnements à hauteur de 2 500 euros. Ce compte n'était pas crédité au budget primitif. Indiquez-nous de manière précise à quoi correspondent cette provision et ce cautionnement.

**M. PUJOL :** Cette provision, Madame, correspond à une provision pour frais de justice.

**Mme COURRIERE-CALMON :** Est-ce que c'est en corrélation avec le dernier point de l'ordre du jour ? Dans ce cas, il faudrait le voter après la délibération.

**M. PUJOL :** Je ne pense pas.

**Mme COURRIERE-CALMON :** Vous ne savez pas à quoi ça correspond ?

**M. PUJOL :** Je vous dis à quoi ça correspond. Je vous dis que ça correspond à des provisions pour frais de justice.

**Mme COURRIERE-CALMON :** Mais lesquels ? On ne peut pas avoir aucune explication ?

**M. PUJOL :** Non, je n'ai pas de réponse à vous donner, malheureusement.

**Mme COURRIERE-CALMON :** Pourquoi ? Parce que vous ne savez pas ?

**M. PUJOL :** Parce que je fais une provision, en cas où j'ai besoin. C'est comme ça, une provision c'est fait au cas où on a besoin.

**Mme COURRIERE-CALMON :** Mais est-ce que ça correspond à la délibération 17 ? Ce n'est pas compliqué.

**M. PUJOL :** Non, pas obligatoirement.

**M. FORCADA :** On va passer au vote. Qui est contre ? Parfait. Qui s'abstient ?

**Le Conseil Municipal,  
Sur présentation et proposition de son rapporteur,  
Délibère à main levée,  
Par 3 voix contre pour le groupe « Lézignanais de cœur », 7 voix contre  
pour le groupe « Expérience et Progrès », 1 voix pour de F. Casteleyn et 22  
voix pour, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible »**

Adoptée. Merci.



### **3- Mesures conservatoires avant le vote du BP 2022**

**M. PUJOL** : La délibération n° 2 porte sur la mise en œuvre des mesures conservatoires avant le vote du budget principal en 2022. J'en ai sauté une ? Non, c'est bon.

Le budget principal et les budgets annexes seront soumis à l'approbation du Conseil municipal avant la date prévue butoir du 15 avril 2022. Jusqu'à l'adoption de ce budget, conformément à l'article 1612-1 du Code général des collectivités territoriales, l'exécutif de la collectivité est en droit de mettre en recouvrement les recettes et mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses de la section d'investissement, l'article prévoit la possibilité, sur autorisation de l'organe délibérant et jusqu'à l'adoption du budget, d'engager, de liquider et de mandater ces dépenses dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Cette disposition appelle les commentaires suivants : il ne s'agit pas à proprement parler d'une inscription de crédits, dans la mesure où cette inscription n'intervient que lors de l'adoption du budget. Ainsi, l'assemblée délibérante autorise l'ordonnateur à engager, liquider et mandater les dépenses d'équipement pour des dépenses qu'elle précise jusqu'à concurrence ou d'un montant déterminé et s'engage à ouvrir les crédits correspondants lors de l'adoption du budget.

L'assemblée délibérante peut prendre une ou plusieurs délibérations ayant tel objet pour chaque dépense qu'elle autorise. L'assemblée délibérante en précise le montant et l'affectation. Par « affectation », il faut entendre la détermination des dépenses d'investissement autorisées et la ventilation des sommes correspondantes aux chapitres et articles budgétaires d'imputation.

En conséquence, l'ordonnateur ne peut faire de virement ou de réaffectation portant sur les différentes autorisations de dépenses que lui a accordées l'assemblée délibérante. Les montants des crédits pouvant être engagés pour le budget de 5 040 714 euros, la limite autorisée pour les mesures conservatoires ou les reports de crédits est de 1 260 178, 51 euros.

Il est demandé à l'assemblée délibérante d'autoriser la mise en œuvre des mesures conservatoires avant l'adoption du budget 2022 et pour les dépenses d'investissement, d'autoriser l'exécutif dans les limites suivantes de la liste jointe en annexe pour un montant de 615 862,18 euros, d'autoriser Monsieur le Maire à remplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**M. FORCADA** : Des questions ? Madame Barousse.

**Mme BAROUSSE** : Je ne comprends pas ce qu'on nous présente comme tableau sur cette demande d'autorisation de mesures conservatoires. Il est évident que les mesures conservatoires sont absolument nécessaires au fonctionnement de la collectivité. Par contre, il est bien dit dans le texte que vous nous avez cité que vous avez demandé notre approbation sur des dépenses d'investissement qui nous seront listées. Or, les listes que vous nous présentez ne sont pas de nouvelles dépenses d'investissement, ça ressemble plutôt à des

engagements non soldés ou à des restes à réaliser, puisque les dépenses ont déjà été engagées partiellement. Est-ce que nous pourrions avoir la liste des mesures conservatoires des dépenses qui sont prévues, les nouvelles dépenses début 2022 sur le budget d'investissement, ce qui n'apparaît pas sur les listes que vous nous présentez ?

D'autre part, sur le total de vos mesures conservatoires, vous nous dites « voici les mesures conservatoires avant le vote du budget principal 2021 ». Or ce sera le budget principal 2022. Est-ce que vous pourriez m'expliquer un peu cette présentation ?

**M. PUJOL :** Il n'y a pas de nouvelles dépenses d'investissement dans les mesures conservatoires.

**Mme BAROUSSE :** Si, normalement si.

**M. PUJOL :** Non.

**Mme BAROUSSE :** Vous, vous n'en avez pas prévu.

**M. PUJOL :** Nous n'en avons pas prévu. Elles apparaîtront dans le budget principal.

**Mme BAROUSSE :** D'accord. Donc, vous nous demandez de voter quoi ?

**M. PUJOL :** On vous demande de voter le report direct des crédits pour les mesures conservatoires.

**Mme BAROUSSE :** Ce ne sont pas des mesures conservatoires, ce sont des engagements non soldés. C'est le compte administratif que vous nous demandez d'approuver partiellement.

**M. PUJOL :** Absolument pas. Je ne comprends pas tellement votre question.

**Mme BAROUSSE :** Ce n'est pas grave.

**M. PUJOL :** On va passer au vote, tout simplement.

**M. FORCADA :** Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Sur présentation et proposition de son rapporteur, Le Conseil  
Municipal,**

**Délibère à main levée,**

**Par 3 voix contre pour le groupe « Lézignanais de cœur », 7 voix contre  
pour le groupe « Expérience et Progrès », 1 voix pour de F. Casteleyn  
et 22 voix pour, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible »**

Adopté.

#### **4- Mesures conservatoires avant le vote du Budget Annexe EP 2022**

**M. PUJOL :** Même définition, puisque ce sont les mesures conservatoires pour le budget de l'eau potable. Je vous fais grâce de la lecture de tous les exposés des motifs. Le montant des crédits pouvant être engagés pour le budget principal apparaît comme suit : le budget annexe

d'eau étant de 701 235 euros les mesures conservatoires seront portées à hauteur de 175 308,87 euros.

Il est demandé à l'assemblée délibérante d'autoriser la mise en œuvre des mesures conservatoires avant l'adoption du budget annexe eau potable 2022 et, pour les dépenses d'investissement, d'autoriser l'Exécutif dans les limites suivantes de la liste jointe en annexe pour un montant de 163 180 euros, et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**M. FORCADA** : Pas de question. Madame Barousse ?

**Mme BAROUSSE** : C'est ma dernière intervention. Puisqu'on était sur le budget principal à nous présenter les engagements non soldés, pourquoi, sur l'eau potable, les engagements non soldés relatifs au réservoir ne sont pas mandatés ?

**M. PUJOL** : Les travaux ne sont pas terminés. Les mesures sont conservatoires quand elles répondent à des travaux non terminés. Donc ils ne sont pas encore mandatés. C'est tout, Madame Barousse, vous remarquerez que je vous réponds. Vous ne me répondez pas au Conseil communautaire.

**M. FORCADA** : On ne va pas polémiquer.

**Mme BAROUSSE** : Monsieur PUJOL, vous êtes quelqu'un d'extrêmement perfide.

**M. FORCADA** : Nous allons passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Sur présentation et proposition de son rapporteur, Le Conseil Municipal,  
Délibère à main levée,**

**Par 3 voix contre pour le groupe « Lézignanais de cœur », 7 voix contre  
pour le groupe « Expérience et Progrès », 1 voix pour de F. Casteleyn et 22  
voix pour, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible »**

Adoptée. Merci.

### **5- Intégration des travaux en régie 2021 sur le BP**

**M. PUJOL** : La prochaine délibération portera sur l'intégration des travaux en régie 2021 sur le budget principal. La commune effectue en régie un certain nombre de travaux d'investissement en utilisant les ressources dont elle dispose : personnel, fournitures et matériels, ressources qui sont imputées budgétairement en section de fonctionnement. Les règles de la comptabilité publique permettent de valoriser en section d'investissement, à la fin de l'exercice, les travaux ainsi effectués, en procédant à des écritures d'ordre, c'est-à-dire sans mouvement de fond.

L'état des travaux d'investissement effectués en régie établi à cet effet correspond au coût d'acquisition des fournitures des matériaux utilisés, augmenté des charges de production, frais

de personnel, matériels outillage, acquis ou loués, à l'exclusion des frais financiers et d'administration générale.

Sur la base de ce document, les dépenses de fonctionnement indiqués ci-dessous peuvent être transférés vers la section d'investissement. Cette procédure de travaux permet notamment à la Ville de récupérer de la TVA sur le fonds de compensation de TVA dans les investissements. Elle abonde le patrimoine de la collectivité de la vraie valeur des travaux. Elle améliore la capacité d'autofinancement en créant une recette de fonctionnement supplémentaire et elle valorise surtout le travail et l'image des services techniques de la Ville de Lézignan-Corbières.

Pour mettre en place la procédure de comptabilisation des travaux en régie, il convient de définir le coût horaire qui sera applicable par service. La valorisation de ce coût a été effectuée par le service RH. Il s'agit d'un coût réel chargé sur la base des éléments de rémunération. Ce coût horaire vous est reporté dans un tableau que vous avez sur la délibération. La liste des travaux 2021 réalisés en régie est jointe en annexe.

Il est demandé au Conseil municipal de valider les taux horaires applicables en 2021 pour les travaux en régie et la valorisation des coûts horaires et d'autoriser la réintégration des travaux en régie réalisés au titre de l'année 2021 pour un montant de 141 570,53 euros dont la liste est jointe en annexe.

**M. FORCADA :** Pas de question ? Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

#### **6- Acquisitions et cessions à titre onéreux réalisées sur l'exercice comptable 2021 - BP**

**M. PUJOL :** La prochaine délibération portera sur les acquisitions et cessions à titre onéreux réalisées sur l'exercice comptable 2021 sur le budget principal. L'article 2444 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu chaque année à une délibération du Conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune.

Pour l'année 2021, les mutations immobilières réalisées sur l'exercice 2021 de la commune se sont élevées à un total de :

- acquisition à titre onéreux de terrain : 38 575 ;
- acquisitions à titre onéreux d'immeubles : 365 860 ;
- cessions à titre onéreux de terrains : 163 310.

J'ouvre une parenthèse pour les gens qui, à une certaine époque, ont dit que Monsieur Forcada vendait la ville. Je crois que les chiffres parlent pour dire qu'on l'achète plutôt. C'est une remarque personnelle parce que ce sont des allégations mensongères.

La liste des cessions-acquisitions à titre onéreux réalisées comptablement sur l'exercice 2021 est jointe. Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte du bilan des acquisitions et cessions de l'année 2021 et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération. Si vous avez des questions sur le tableau annexe, je peux y répondre.

**M. FORCADA :** Pas de question ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

## **7 – Renouvellement des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations**

**M. PUJOL :** Nous allons passer aux subventions. Renouvellement des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations. La loi du 12 avril 2000 a rendu obligatoire la signature d'une convention entre les personnes publiques et les associations qui bénéficient d'une subvention de fonctionnement dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 euros. Les conventions qui ont été signées en mars 2004 ont été renouvelées par délibération en date des 13 décembre 2006, décembre 2010, mars 2013 et décembre 2015 et 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour une durée de trois ans entre la commune et les associations suivantes : le FCL XIII et la Maison des Jeunes et de la Culture.

Il est proposé au Conseil municipal de renouveler sur les mêmes bases, pour une autre période de trois ans qui commencera à courir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

## **8- BP 2022 – Acomptes de subventions**

**M. PUJOL :** La prochaine délibération porte sur les subventions et sur les acomptes versés aux associations qui généralement emploient du personnel, et pour leur éviter des problèmes de trésorerie.

Le Conseil municipal a, en son temps, approuvé la signature des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations les plus importantes de notre Ville, et ce en application de la loi du 12 avril 2000. Le Conseil municipal a été sollicité pour reconduire ce dispositif. Ces conventions prévoient dans l'article 4 la possibilité de verser des avances avant le 31 mars de l'année et le vote du budget et la possibilité de payer ces subventions par acompte. En vertu de l'article 1621-1 du CGCT et en application de ces conventions ainsi que de la jurisprudence, il est demandé au Conseil municipal d'approuver le versement des avances sur subventions suivantes au profit des associations signataires des conventions sur le budget 2022 :

- FCL XIII : 50 000 euros ;
- MJC : 15 000 euros.

Étant précisé que le montant définitif des subventions sera validé à l'occasion du budget principal 2022 et intégrera ces avances.

**M. FORCADA** : Des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

### **9 – Aide directe à l'installation de commerce en centre-ville**

**M. FORCADA** : Le prochain dossier, comme vous pouvez le voir dans la délibération, les aides accordées se feront sous l'ancienne méthode. En effet, les dossiers avaient été déposés avant la fin de l'année et nous ne l'appliquons bien sûr à la délibération que nous avons adoptée lors du dernier Conseil municipal que pour les dossiers futurs.

Je vous propose d'accorder à Monsieur Lionel Hack, gérant de la boucherie située au 13 de la rue Guynemer, Monsieur Rachid El Oumari, gérant de la société L'Instant Pizza, 40 avenue Wilson, Monsieur Frédéric Blettner, gérant des Jardins d'Occitanie, magasin de fruits et légumes situé 27, avenue Frédéric Mistral, Madame Leslie Sinapin, gérante de l'ancienne Foody, commerce de vente de plats à emporter situé 24, Cours Lapeyrouse.

Je vous sou mets à votre appréciation, aux questions éventuelles. Il y en a une, Monsieur Fumet. Vous allez avoir le micro.

**M. FUMET** : Merci, Monsieur le Maire, bonjour tout le monde. Je voudrais avoir une précision, en ce qui concerne le commerce de Monsieur Frédéric Blettner, avenue Frédéric Mistral. Il me semble, si je ne m'abuse, que c'est un commerce, disons temporaire et saisonnier. Et si j'ai bien compris, c'est situé sur la parcelle dite « Martinolle » qui est l'ancienne station de service à l'entrée de Lézignan. Je m'y suis déplacé. J'ai vu moi-même que c'était quelque chose qui était un cube métallique qui était bardé de bois, qui n'avait aucune enseigne et qui est fermé à l'heure actuelle depuis la fin de l'automne.

Je pense que si nous accordions cette subvention, un certain nombre de personnes seraient à même aussi à Lézignan de nous en réclamer. C'est une remarque que je voulais vous faire, Monsieur le Maire.

**M. FORCADA** : Merci pour la remarque Monsieur Fumet. On va vérifier. Rien d'autre. Je ne peux pas vous en dire plus. À vérifier. Merci de votre bienveillance. Je vais passer au vote de toute façon. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Merci.

Monsieur Pujol, pour la suite.

### **10 – Modification du tableau des effectifs – création de postes suite à l'avancement 2022**

**M. PUJOL :** La prochaine délibération portera sur les services Ressources humaines. Modification du tableau des effectifs, création de postes suite à l'avancement de grade année 2022. Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil municipal de modifier le tableau des effectifs et de permettre la nomination des agents inscrits au tableau d'avancement de grade établi pour l'année 2022.

Suite à la réussite de concours, d'examens ou encore par le biais d'avancement à l'ancienneté sous réserve du taux d'avancement de grade pour 2022, il est proposé au Conseil municipal de créer les postes correspondant à ces avancements et ne figurant pas, bien sûr, au tableau des effectifs : un poste de rédacteur principal première classe à temps complet, un poste d'adjoint principal première classe à temps complet, et cinq postes d'adjoint technique principal première classe à temps complet. D'adopter la modification du tableau, d'inscrire au budget au chapitre 012, les crédits nécessaires à la mise en place de cette délibération et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toute pièce nécessaire se rapportant à la présente délibération.

**M. FORCADA :** Des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

#### **11 – Modification du tableau des effectifs – création de deux postes**

**M. PUJOL :** Cette délibération portera sur la modification du tableau des effectifs, création de deux postes d'adjoint administratif principal de première classe. Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc... je ne vais pas vous relire, c'est la même phrase que tout à l'heure, à quelque chose près. Enfin c'est l'emploi du grade C, excusez-moi, avec de nouvelles affectations, de modifier les emplois de la collectivité comme suit : de transformer deux emplois de grade d'agent social principal de première classe, filière sociale, catégorie C, au grade d'adjoint administratif principal de première classe, filière administrative, catégorie C. Ces deux agents qui étaient à l'heure actuelle jusqu'à maintenant au service social – elles travaillaient dans les cantines – elles sont passées maintenant dans les services administratifs. Elles ont demandé, pour raisons personnelles et pour certainement des raisons administratives, à basculer dans le régime administratif.

Monsieur le Maire vous propose d'approuver la transformation des deux emplois au grade d'agent social principal première classe, filière sociale catégorie C, au grade d'adjoint administratif principal première classe, filière administrative catégorie C, d'adopter la modification du tableau des emplois et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toute pièce nécessaire se rapportant à la présente délibération.

**M. FORCADA :** Des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

#### **12 – Actualisation du tableau des effectifs**

**M. PUJOL :** La prochaine délibération portera sur l'actualisation du tableau des effectifs. Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que la mise à jour du tableau des effectifs permet de tenir compte des mouvements de personnels titulaires et non titulaires sur tous types de postes nécessaires au fonctionnement des services. Tous les postes mentionnés dans ce tableau des effectifs sont confirmés dans leur création. Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le nouveau tableau des effectifs suivants.

**M. FORCADA :** Vous avez pris connaissance ? Y-a-il des questions aussi ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Approuvée à l'unanimité. Merci.

### **13 – Création d'emploi non permanent et saisonnier – exercice 2022**

**M. PUJOL :** La prochaine délibération portera sur la création des emplois non permanents, autrement dit des emplois saisonniers pour l'été. Monsieur le Maire informe le Conseil municipal qu'au cours de l'année, et pour permettre la continuité du service public, la commune peut avoir recours à des recrutements sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier et à un accroissement temporaire d'activité dans des services municipaux : animation, administratif, technique, piscine en saison estivale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de créer, dans la limite des crédits prévus à cet effet, des emplois non permanents occupés par des agents contractuels recrutés par voie de contrat à durée déterminée, à savoir :

- au maximum dix emplois dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C ;
- cinq emplois dans le grade d'adjoint d'animation relevant de la catégorie C ;
- 35 emplois dans le grade d'adjoint technique relevant de la catégorie C ;
- au maximum cinq emplois dans le grade d'opérateur relevant de la catégorie C en tant que surveillant de baignade et de piscine ;
- au maximum quatre emplois dans le grade d'éducateur principal d'activité physique et sportive relevant de la catégorie B en tant que maître-nageur/sauveteur.

D'inscrire au budget, au chapitre 012 les crédits nécessaires à la mise en place de cette délibération.

**M. FORCADA :** Des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

### **14 – Affectation annuelle des véhicules de service**

**M. PUJOL :** Toujours dans les Ressources humaines et pour l'administration générale, la prochaine délibération portera sur l'affectation annuelle des véhicules par utilité de service mise à jour au 01/01/2022.



L'article 2123 stipule que, selon les conditions fixées par une délibération annuelle, le Conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leur mandat ou de leur fonction le justifie.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de valider le dispositif d'utilisation des véhicules de service dans les conditions décrites dans le règlement d'utilisation des véhicules communaux, de l'autoriser à prendre les décisions individuelles concernant les bénéficiaires des véhicules de service et de fonction en application de la présente délibération.

Considérant que le Conseil municipal, selon les conditions fixées par une délibération annuelle, peut mettre un véhicule à disposition de ses membres et de ses agents de la commune lorsque l'exercice de leur mandat et de leurs fonctions le justifie, il est proposé d'affecter un véhicule de fonction au Directeur général des services. Il est proposé d'affecter un véhicule de service avec remisage à domicile aux agents suivants et d'amender le règlement d'utilisation des véhicules en ce sens : Directeur du cabinet, Directeur général adjoint, Directeur des services techniques, Directeur du pôle Services à la population, Directeur du pôle ressources, chef de la police, responsable du centre technique municipal, responsable des bâtiments, chef d'équipe des équipements sportifs.

Il est proposé au Conseil municipal d'attribuer un véhicule de fonction au Directeur général des services, de valider le dispositif d'utilisation des véhicules de service dans les conditions décrites et amender le règlement communal d'utilisation des véhicules, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**M. FORCADA** : Des questions ? Monsieur Denard.

**M. DENARD** : Oui, pour cette affectation annuelle des véhicules de service, Monsieur Pujol, nous constatons une augmentation quand même importante des véhicules de service. Si je me rappelle bien, à l'époque, nous en disposions de la moitié à peu près. Aussi, nous souhaiterions que vous nous fournissiez la liste de tous les véhicules, y compris ceux des élus, et pour chacun d'eux l'attribution qui lui correspond bien entendu. D'autre part, pour chaque véhicule de service, nous souhaitons savoir si l'autorisation de remisage est permanente et si l'attribution est liée au lieu d'habitation des agents.

Les Lézignanais, qui sont aussi des contribuables, doivent en être informés, puisque cela induit des charges au budget de fonctionnement de la commune pour l'achat ou la location des véhicules notamment, ou la consommation du carburant.

**M. PUJOL** : J'aurais du mal à vous fournir la liste des véhicules attribués aux élus, car il n'y en a pas. Ça, ça va être difficile. Maintenant, la liste des véhicules, je crois que ce n'est pas une obligation de la fournir. La liste des véhicules attribués pour la collectivité totale ? Il n'y a pas de raison qu'on vous la fournisse apparemment.

**M. DENARD** : Oui, mais les Lézignanais sont quand même en droit de savoir à quoi sert l'argent qu'ils payent pour les impôts.

**M. FORCADA** : Ç'eût été intéressant que vous le fassiez quand vous étiez en responsabilité.

**M. DENARD** : Les gens apprécieront.

**M. FORCADA** : La liste n'est pas exhaustive. Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Sur présentation et proposition de son rapporteur, Le Conseil Municipal,  
Délibère à main levée,  
Par 3 voix pour du groupe « Lézignanais de cœur », 7 voix contre du  
groupe « Expérience et Progrès », 1 voix pour de F. Casteleyn et 22 voix  
pour, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible »**

Adoptée. C'est parfait.

### **15 – Demande de protection fonctionnelle des élus**

**M. FORCADA** : Pour la dernière délibération, elle concerne le dossier 15, Madame Sylvie Danré, Virginie Julian, Monsieur Didier Julian qui est conseiller intéressé par le dossier et moi-même allons sortir, puisque cette délibération nous concerne. Et Monsieur Pujol, premier adjoint, veuillez prendre la présidence de la séance.

*Madame Danré, Monsieur et Madame Julian et Monsieur le Maire sortent de la salle à 18 heures 45.*

**M. PUJOL** : La délibération portera sur le droit de protection fonctionnelle des élus de la commune. Considérant que la commune souhaite mettre en place la protection fonctionnelle au maire et ses élus contre les attaques dont ils font l'objet à l'occasion de l'exercice de leur fonction, contre les mises en cause de la responsabilité civile et pénale devant le juge pénal à raison des faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle, considérant que les membres du Conseil municipal sont informés que les élus de la commune, Monsieur le Maire, Gérard Forcada, Madame Sylvie Danré, Madame Virginie Julian, se sont constitués partie civile. Considérant que Monsieur Gérard Forcada, Maire de la commune, Madame Sylvie Danré, Madame Virginie Julian, élus de la commune, portent plainte pour des faits de diffamation publique dans le cadre de l'exercice de leur mission. Ces faits, pour lesquels ils ont porté plainte, ont été jugés le 18/11/2021 devant le tribunal judiciaire de Narbonne, au renvoi de l'affaire à la chambre correctionnelle du tribunal correctionnel de Narbonne.

Le Maire et ses élus ont effectué une demande de mise en œuvre de la protection fonctionnelle, sachant qu'une demande de protection fonctionnelle n'est enfermée dans aucun délai, pour la prise en charge de l'ensemble des frais inhérents à la procédure, y compris les frais de consignation.

Il est proposé au Conseil municipal d'instituer le droit de la protection fonctionnelle à Monsieur Gérard Forcada, Madame Sylvie Danré et Madame Virginie Julian, du fait que le Maire et ces deux élus ont été mis en cause pendant l'exercice de leurs fonctions et que les propos tenus sont susceptibles d'être attentatoires à l'honneur et à la considération de la

personne de Monsieur le Maire et de ces deux élues, de prendre en charge les frais inhérents à cette protection fonctionnelle et de prendre en charge les frais liés à la procédure, y compris les frais de consignation, d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette protection.

**Mme COURRIERE-CALMON :** Monsieur le Maire a déclaré dans les médias, notamment dans le quotidien *L'Indépendant* du 20 juillet 2021 qu'il allait saisir la justice au vu des propos tenus sur la page Facebook de l'opposition municipale. Vous saisissez effectivement la justice, mais contre deux personnes et non contre la liste Expérience et progrès. Vous saisissez la justice, non pas directement par le procédé classique d'une plainte auprès du procureur de la République, laquelle aurait eu l'avantage de faire vérifier les allégations contenues dans la lettre compromettante, vous le faites au moyen d'une procédure sur citation directe où les moyens d'investigation sont très limités. De cette façon, vous rendez seule responsable l'opposition municipale Expérience et progrès de propos émanant pourtant à l'époque d'un membre de votre équipe municipale. Il s'agit bien évidemment – et les Lézignanais l'auront bien compris – d'une manipulation politique qui a pour seul et unique but de nuire à l'opposition et de la faire taire.

Monsieur Forcada, vous avez déclaré le 5 juillet 2020, après votre élection, que cette ville avait été dirigée par un clan et que vous seriez, vous, le maire de tous les Lézignanais. Plus récemment, pour vos vœux, vous avez déclaré qu'il fallait faire cesser les vieilles querelles. Or dans les faits, vous les entretenez, entraînant vos concitoyens au tribunal. Quel manque de hauteur pour un premier magistrat que vous êtes. Imagine-t-on Pierre Tournier porter plainte contre un concitoyen ? Imagine-t-on Michel Maïque porter plainte contre un concitoyen ? Bien évidemment non, ils ne l'ont jamais fait.

**M. PUJOL :** D'abord, Madame, je voudrais dire que, dans la délibération que je vous ai lue, je n'ai jamais cité la liste Expérience et progrès et que les mesures prises sont contre deux personnes, mais pas contre la liste Expérience et progrès.

D'autre part, il s'agit d'une demande de protection fonctionnelle faite par des élus pour une procédure de diffamation. La loi le permet, aux élus qui sont de plus en plus souvent menacés. Et si vous lisez la presse, vous vous rendrez compte que, malheureusement, les élus sont souvent menacés.

**Mme COURRIERE-CALMON :** Enfin, ne mélangez pas tout.

**M. PUJOL :** Et même pour des raisons diffamatoires avec les nouveaux réseaux sociaux malheureusement.

**Mme COURRIERE-CALMON :** Enfin jamais Pierre Tournier n'aurait fait ça.

**M. PUJOL :** Je pense que si Monsieur Pierre Tournier, Monsieur Michel Maïque, ou qui que ce soit comme élu, qui était victime... si vous, Madame, demain, si vous Madame – ça peut vous arriver, croyez-moi – êtes victime d'une mesure de propos diffamatoires ou quoi que ce soit ou de menace, et que vous fassiez la demande de cette protection fonctionnelle, je

m'engage à ce que la liste à laquelle j'appartiens de la majorité vous donne la protection fonctionnelle, parce que vous êtes un élu comme tout le monde.

**Mme COURRIERE-CALMON :** C'est un élu de votre majorité.

**M. PUJOL :** Et alors ? On est élu, Madame, et on a droit à cette protection fonctionnelle. C'est un droit qu'ont les élus. Si demain, vous en faites demande ou qui que ce soit des listes d'opposition parce que vous pouvez être amenés à être menacés dans la rue par qui que ce soit, et vous aurez droit à cette protection fonctionnelle. C'est un droit. Vous êtes élu, vous êtes exposé, vous êtes devenu une femme publique, vous êtes exposée. C'est comme ça. Aujourd'hui, la société est comme ça.

**Mme COURRIERE-CALMON :** On n'a jamais vu un maire porter plainte contre ses concitoyens.

**M. PUJOL :** Alors là, Madame, je pense que vous ne lisez pas l'actualité. Ça, ce n'est pas possible.

**Mme COURRIERE-CALMON :** Quand ce n'est pas des voies de fait ou des dégradations, des choses comme ça...

**M. PUJOL :** Madame, des maires qui portent plainte, il y en a des quantités presque tous les jours, parce que malheureusement, aujourd'hui, la société est comme ça, il n'y a plus de respect de la fonction d'élu. Donc c'est comme ça. Il faut l'accepter malheureusement. Aujourd'hui, ce sont des propos diffamatoires. J'espère que, demain, ce ne sera pas des menaces. L'opposition a le droit de s'opposer, c'est certain. Vous avez le droit de ne pas être d'accord avec des idées, tout le monde n'est pas obligé d'être d'accord avec tout le monde. Mais il y a des propos qu'on n'est pas en droit de tenir quand on est des gens, je dirais, censés.

**Mme COURRIERE-CALMON :** Tout est parti d'une lettre émanant de votre...

**M. PUJOL :** Madame, écoutez, on ne va pas juger le fond. Vous allez voter maintenant pour octroyer cette protection fonctionnelle aux élus. Le fond, je ne veux pas y rentrer.

**Mme COURRIERE-CALMON :** Est-ce que vous n'auriez pas déjà voté ces 2 500 euros ?

**M. PUJOL :** Je vais mettre au vote la délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Sur présentation et proposition de son rapporteur, Le Conseil Municipal,  
Délibère à main levée,  
Par 3 voix contre pour le groupe « Lézignanais de cœur », 7 voix contre  
pour le groupe « Expérience et Progrès », 1 voix pour de F. Casteleyn et 18  
voix pour, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible »**

Je vous remercie. C'est accepté à l'unanimité – à la majorité, excusez-moi. Nous avons apuré donc le Conseil municipal.

**M. FUMET** : Il y a eu la distribution, récemment, du journal de la municipalité – merci pour le micro. Nous avons libre accès à la page libre expression et nous avons remarqué que notre titre a été escamoté. Nous nous appelons « Lézignanais de cœur » et ça a été dit « Lézignan de cœur ». J'ose espérer que ça n'a pas été fait exprès et cette coquille est quand même malencontreuse et nous tenions à le signaler. Merci.

**M. PUJOL** : J'en tiendrai compte, Monsieur Fumet. Je ferai remonter l'information. Donc, le Conseil municipal étant terminé, je lève cette séance et vous remercie et vous souhaite de passer une bonne soirée.

**L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur Le Maire lève la séance à 18 heures 54.**

Gérard FORCADA

Maire de Lézignan-Corbières

